



Secrétariat général

mylene.hader@bsv.admin.ch

Monsieur
Alain Berset, Conseiller fédéral
Département fédéral de l'intérieur
Office fédéral des assurances sociales
Effingerstrasse 20
3003 Berne

Genève, le 8 février 2012
FER No 63-2012

Loi sur le libre passage et loi sur la prévoyance professionnelle. Garantie moindre lors du choix par l'assuré de certaines stratégies de placement et mesures garantie de l'avoir de prévoyance en cas de négligence de l'obligation d'entretien

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous vous remercions de nous avoir invités à répondre à la procédure de consultation relative aux objets cités en marge.

Distincts l'un de l'autre, les sujets présentés en consultation touchent néanmoins tous deux à l'exercice de responsabilités individuelles et collectives.

Garantie moindre lors du choix par l'assuré de certaines stratégies de placement

Le nouvel article 19a LFLP vise à corriger une antinomie de la prévoyance professionnelle, mise en lumière par la motion Stahl, entre la possibilité donnée à l'assuré de choisir une des stratégies de placement proposées par son institution, pour autant que celle-ci ne s'occupe que de prévoyance sur-obligatoire, et la contrainte de respecter les garanties sur l'avoir de vieillesse découlant des articles 15 et 17, LFLP. Cette contradiction a été introduite au niveau d'une ordonnance (art. 1.e OPP2) suite aux débats parlementaires qui ont mené à la première révision de la LPP.

La situation actuelle a pour conséquence que l'assuré qui opte pour une stratégie de placement risquée n'en supporte pas les conséquences dans la mesure où, en cas de pertes, le montant garanti en vertu des articles 15 et 17 LFLP lui est quoiqu'il en soit dû. Ainsi, cet assuré fait supporter, en théorie à tout le moins, aux autres assurés de son collectif de prévoyance le découvert éventuel résultant de son choix.

En première lecture, les mesures consistent à faire supporter le risque seulement à celui qui l'a pris. La lettre de la proposition (cf. al. 1, projet d'art. 19a LFLP) laisse cependant

entendre par l'emploi du verbe « pouvoir », que l'institution en cause n'est pas tenue de le faire, ce qui est incompréhensible si l'on considère l'objectif du dispositif proposé. On est donc en droit de s'interroger : cette faculté serait-elle laissée ouverte pour ne pas gommer le dispositif de la garantie des articles 15 et 17 LFLP ? Cette hypothèse paraît plausible dans la mesure où le nouvel article, lucide quant à l'entorse qu'il fait à l'objectif constitutionnel, impose à l'institution qui offre le libre choix, de proposer au moins une stratégie de placement qui assure la garantie de la LFLP. A cet égard, on peut s'interroger sur le fait que celui qui a choisi cette dernière stratégie pourrait être redevable de mesures d'assainissement en cas de sous-couverture, alors que celui qui a fait usage de sa liberté de choix en serait dispensé.

L'iniquité étant supprimée et la garantie des articles 15 et 17 LFLP laissée à disposition, nous pourrions nous arrêter là en relevant qu'il s'agit en fin de compte d'une bonne mesure, d'un bon compromis. Rien n'est moins sûr. Nous sommes en effet d'avis que le nouvel article 19a LFLP est un ver dans la pomme. Il contribuera à terme à dénaturer notre modèle de prévoyance, pourtant reconnu au niveau international, sachant concilier à travers le 1^{er} pilier une solidarité étendue et néanmoins économiquement supportable, une épargne mutualisée par le 2^e pilier, puis enfin par la voie du 3^e pilier, la promotion de la responsabilité individuelle.

En effet, la proposition du nouvel article 19a LFLP introduit dans la prévoyance professionnelle, au niveau légal et non seulement réglementaire, l'individualisation ce qui n'est pas sans interrogations quant aux conséquences sur le partenariat social et l'engagement des entreprises en faveur de la prévoyance de leurs collaborateurs. A cet égard, les commentaires de la proposition relèvent précisément l'opportunité d'atténuer, par report partiel des risques de placement sur les assurés concernés, les effets de la modification entrée en vigueur des normes comptables IFRS.

Ainsi, cette nouvelle disposition, en affaiblissant la partie sur-obligatoire de la prévoyance professionnelle active, démobilisera à terme les entreprises en faveur de plans de prévoyance enveloppants la partie obligatoire et sur-obligatoire. En outre, elle accentuera la pression sur l'abaissement du plafond LPP de sorte à transférer les risques aux assurés. Certains ont déjà fait part de leur intention à cet égard.

La suppression putative de la garantie des articles 15 et 17 LFLP, pour celui qui choisit « sa » stratégie de placement, qui donc en supportera seul les risques comme, sans doute, souhaitera en récolter seul les gains, remet en cause la nature mutualiste de l'assurance dont l'objectif de prévoyance est de rang constitutionnel et qui bénéficie à ce titre de prérogatives fiscales. Le nouvel article 19a LFLP, en lien avec l'article 1.e OPP2, risque enfin de leurrer les assurés intéressés, les institutions concernées et la collectivité au lieu de les soulager au moment où les avoirs de prévoyance sont nécessaires à ce pourquoi ils ont été constitués.

A qui profite donc cette confusion des genres ? Certainement pas à l'intérêt général et à la grande majorité des assurés, des entreprises et des institutions de prévoyance qui ont pour objectif une prévoyance durable. Il est à craindre ce faisant que la cupidité s'invite dans le 2^e pilier.

Aussi, aurions-nous souhaité que l'article 1.e OPP2 n'ait jamais été promulgué et que le nouvel article 19a LFLP n'ait pas été proposé ; ce d'autant plus que le libre choix de la stratégie de placement de l'OPP2 concerne peu d'assurés, peu d'institutions et peu de capitaux de prévoyance. A cet égard, il apparaît que le législateur n'a pas expressément souhaité, dans le cadre de la 1^{ère} révision de la LPP et sans doute par prudence,

institutionnaliser l'individualisation dans le 2^e pilier, ni l'introduire dans le cadre des travaux qui l'on mené à adopter la LFLP.

Mesures de garantie de l'avoir de prévoyance en cas de négligence de l'obligation d'entretien

La proposition vise à introduire des mesures conservatoires sur les avoirs de vieillesse qui peuvent être retirés sous forme de capitaux dans le cas où l'assuré, débiteur de contributions d'entretien, fait manifestement défaut à ses obligations civiles.

Elle a ainsi pour objectif d'éviter que des moyens de prévoyance échappent à leur fonction. Elle confirme implicitement le caractère mutualiste et social de la prévoyance professionnelle. Cela étant, si le principe est souhaitable, son application telle qu'imaginée nous paraît très éloignée du terrain.

Elle place *de facto* les institutions en charge de la prévoyance professionnelle dans une situation d'arbitre entre les ex-conjoints, entre l'assuré débiteur d'une prestation d'entretien et l'autorité de recouvrement. Autrement dit, elle les place au centre d'un conflit relationnel et financier dont elles sont étrangères. Elles doivent donc s'attendre à des actions en dommage et intérêts au cas où elles ne se conformeraient pas à leurs obligations en raison d'états de fait imprécis (p.ex. quotité de la prestation de libre passage à retenir) ou de demandes asynchrones.

Enfin, compte tenu des frais importants de gestion que cette mesure va générer, nous nous interrogeons sur son adéquation en regard du nombre de cas où les services de recouvrement vont pouvoir finalement se désintéresser sur la base du montant de la prestation de libre passage disponible.

Pour les raisons évoquées ci-dessus, la FER n'est pas favorable aux mesures proposées bien qu'elle en comprenne les fondements. Elle pense qu'un système qui mettrait l'assuré au centre de ses responsabilités serait plus adéquat. En fonction de son état civil, l'assuré qui prétend au montant de sa prestation de libre passage se devrait de supporter le fardeau de la preuve qu'il s'acquitte régulièrement de ses obligations. Ainsi, le débiteur d'une prestation d'entretien devrait démontrer qu'il est en ordre en produisant auprès de son institution des pièces probantes et récentes, notamment une attestation du service de recouvrement compétent.

Conclusions

En résumé et à propos des deux objets mis en consultation, notre Fédération considère :

Garantie moindre lors du choix par l'assuré de certaines stratégies de placement

- que la contradiction remarquée par la motion Stahl doit être supprimée par l'abrogation de l'article 1.e OPP2. A défaut, elle ne doit pas être corrigée dans la mesure où la situation actuelle, bien qu'insatisfaisante du point de vue de l'équité formelle, ne crée pas dans la pratique une entorse inacceptable au principe de la garantie des articles 15 et 17 LFLP.
- Cette situation est de loin moins dommageable que la proposition de nouvel article 19a LFLP, laquelle renforce, en l'institutionnalisant, l'individualisation de la

prévoyance professionnelle et programme donc à terme le désintéret des entreprises en faveur d'une prévoyance enveloppante. Ce dispositif autour du libre choix de l'assuré quant à la stratégie de placement risque également de leurrer un grand nombre d'entre eux au lieu de les alléger au moment de leur retraite et ainsi peser sur la collectivité et les institutions.

Mesures de garantie de l'avoir de prévoyance en cas de négligence de l'obligation d'entretien

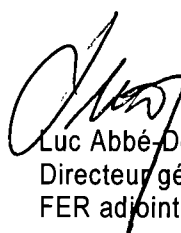
- La proposition vise à rendre efficace des mesures de séquestre à l'égard des montants de prestations de libre passage pris sous forme de capitaux dans le cas où l'assuré, débiteur de contributions d'entretien, fait manifestement défaut à ses obligations.
- Bien qu'elle en comprenne et en accepte les fondements, la FER n'est pas favorable aux mesures proposées, celles-ci étant coûteuses et inadaptées à la pratique. Elles comportent également des risques judiciaires et pécuniaires pour les institutions de prévoyance et apparaissent inadéquates en regard des résultats concrets espérés. Il paraît plus judicieux de responsabiliser l'assuré, qui prétend aux versements de capitaux de prévoyance, en lui faisant supporter le fardeau de la preuve qu'il assume bien ses obligations d'entretien. C'est somme toute ce qui se passe dans la plupart du temps lorsqu'on prétend à une expectative ou à une prestation.

Les deux objets sur lesquels porte la consultation se rapportent à la responsabilité individuelle et collective. Ils sont apparemment le reflet emblématique d'une époque où l'être humain est plus individualiste et moins responsable, ce qui nous révèle combien l'équilibre de notre civilisation est fragile. Ni les intérêts de la collectivité, ni ceux de l'entreprise et de son institution de prévoyance, pas plus que la prévoyance de l'assuré et son conjoint ou partenaire éventuel n'en sortiront renforcés.

En vous en souhaitant bonne réception, nous vous adressons, Monsieur le Conseiller fédéral, nos salutations les meilleures.



Blaise Matthey
Secrétaire général



Luc Abbé-Decarroux
Directeur général adjoint
FER adjoint

Bundesamt für Sozialversicherungen
Geschäftsfeld Internationale Angelegenheiten und berufliche Vorsorge
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Bern, 11. Februar 2013

Vernehmlassung zu Änderungen im Freizügigkeitsgesetz (FZG) und im Gesetz über die berufliche Vorsorge (BVG)

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, uns zu dieser Vorlage äussern zu können.

Verminderte Garantie bei der Wahl von Anlagestrategien durch Versicherte

Art. 1e BVV 2 erlaubt den Pensionskassen, die ausschliesslich Lohnanteile von über 125'280 Franken versichern, verschiedene Anlagestrategien zur Auswahl zu stellen. Die Versicherten können ihre Anlagestrategie und somit damit das Schwankungsrisiko der Anlagen selber wählen. Bei überdurchschnittlicher Rendite profitieren die Versicherten, bei Wertverlusten auf ihrem Kapital haben sie aber die Garantie, doch den Mindestbeitrag gem. Art. 15 und 17 FZG zu erhalten. Das Risiko der Anlagewahl trägt also die Kapitalpensionskasse und somit die verbleibenden Versicherten.

Das PK-Netz sieht hier Handlungsbedarf und ist deshalb mit Vorbehalten mit dem Vorschlag des Bundesrates einverstanden. Austretenden Versicherten soll der effektive Wert des Vorsorgekapitals im Zeitpunkt des Austritts ausbezahlt werden, das Wertverlustrisiko soll in Zukunft nicht mehr bei den Pensionskassen liegen.

Das PK-Netz steht aber einer Wahlmöglichkeit kritisch gegenüber. Wir erachten diese Wahlmöglichkeit als BVG-fremd. Die Wahl der individuellen Anlagestrategie durch den Versicherten ist schwer vereinbar mit dem Grundsatz der kollektiven Solidarität innerhalb der Vorsorgeeinrichtung und schafft ein Zweiklassensystem. Zudem ist das Auswahlprozedere kompliziert, ineffizient und kostentreibend. Wir befürworten deshalb die Streichung von Art. 1e BVV 2. Die in Ihrem Vorschlag enthaltene Neuregelung der Freizügigkeitsleistung bei wählbaren Anlagestrategien (Art. 19a FZG) ist in diesem Sinne nur eine „second best-„ Regelung und stellt für uns das unabdingbare Minimum dar.

Bundesamt für Sozialversicherungen
Geschäftsfeld Internationale Angelegenheiten und berufliche Vorsorge
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Rodersdorf, 8. Februar 2013

Vernehmlassung zur Änderung des Freizügigkeitsgesetzes und des Gesetzes über die berufliche Vorsorge

Verminderte Garantie bei der Wahl gewisser Anlagestrategien durch den Versicherten und Massnahmen zur Sicherung von Vorsorgeguthaben bei Vernachlässigung der Unterhaltspflicht

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für Ihre Einladung zur geplanten Änderung des Freizügigkeitsgesetzes und des Gesetzes über die berufliche Vorsorge Stellung zu nehmen und machen gerne davon Gebrauch.

I. Bemerkungen zu Art. 19a FZG

a. Allgemeine (kritische) Bemerkungen zur Wahlmöglichkeit von Anlagestrategien

Die SGHVR möchte bereits im Allgemeinen zu bedenken geben, dass die Eröffnung unterschiedlicher Anlagemöglichkeiten durch Art. 1e BVV2 als problematisch erachtet wird und der bereits heute mit einem Glaubwürdigkeitsproblem behafteten 2. Säule abträglich sein kann. Diese Wahlmöglichkeit stellt aus rechtspolitischer Sicht einen Schritt in Richtung freier Wahl der Vorsorgeeinrichtung dar und unterstützt eine Abschaffung der beruflichen Vorsor-

ge in ihrer tradierten Form. Es muss jedenfalls vermieden werden, dass sich Vorsorgeeinrichtungen angesichts des eigenen Rechtsschutzes der neu geplanten Bestimmungen dazu verleiten lassen, riskante Anlagemöglichkeiten bereit zu stellen, welche sie bei eigener Verantwortung nicht anbieten würden.

b. Verminderte Garantie im Einzelnen

Die Zulässigkeit der Mitgabe des effektiven Werts des Vorsorgeguthabens bei Versicherten in Abweichung von Art. 15 und 17 FZG ist unter dem vorstehend geäusserten generellen Vorbehalt zu unterstützen, sofern an den Möglichkeiten individueller Anlagen im Bereich der beruflichen Vorsorge festgehalten wird. Heute sind allfällige Anlageverluste durch die bei einem Einzelaustritt auszurichtenden Mindestleistungen gemäss FZG letztlich von der verbleibenden Versichertengemeinschaft zu tragen, die Gewinne hingegen kommen dem Einzelnen zugute. Mit den neuen Regelungen würde eine seit dem 1. Januar 2006 bestehende Ungerechtigkeit beseitigt. Immerhin muss aber darauf hingewiesen werden, dass durch die geplante Neuregelung ein zusätzliches Freizügigkeitsproblem geschaffen wird, das bisher ein solches zwischen den Vorsorgeeinrichtungen war und nun in die einzelne Vorsorgeeinrichtung hineingetragen wird. Die Vorstellung, dass die Vorsorgeeinrichtungen in jedem Fall auch eine Anlagestrategie anbieten müsse, welche die bisherigen Freizügigkeitsleistungen garantiere, darf nicht zu einer unheilvollen – aber nicht realen – Wahrung des Scheins der Kollektivität verkommen.

Mit Blick auf das Verursacherprinzip regt die SGHVR auch an, die Folgen finanzieller Auswirkungen individueller Anlagestrategien gesetzlich dahingehend zu regeln, dass Mehrkosten für die Verwaltung infolge der Individualisierung der Vorsorge zwingend von den Versicherten, die eine individuelle Anlagestrategie gewählt haben, getragen werden müssen. Es muss Gewähr dafür geboten sein, dass entsprechend anfallende Mehrkosten nicht auf diejenigen Versicherten der Vorsorgeeinrichtung oder des Vorsorgewerks überlagert werden, welche von dieser Möglichkeit keinen Gebrauch machen. Die entsprechende Regelung könnte auf Verordnungsstufe in einen neuen Art. 1e Abs. 2 BVV2 aufgenommen werden, da Art. 1 Abs. 3 BVG eine hinreichende gesetzliche Grundlage dafür bietet.

Die in Art. 19a Abs. 2 FZG vorgesehenen Informationspflichten und das Zustimmungserfordernis des Ehegatten bzw. des eingetragenen Partners sollten nach Auffassung der SGHVR gesetzlich so ausgestaltet werden, dass der Vorsorgeeinrichtung eine praxistaugliche und kostengünstige Umsetzung möglich ist.

II. Art. 40 BVG und Art. 24f^{bis} FZG

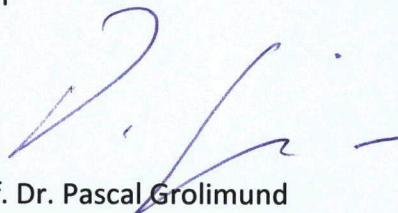
Die SGHVR befürwortet die Stossrichtung der inhaltlichen Neuregelung vollumfänglich. Sie macht indessen darauf aufmerksam, dass damit auf die Vorsorgeeinrichtungen weitere kostenintensive Aufgaben zukommen. Es ist die gesamte Versichertengemeinschaft, die solche individuell verursachten Kosten zu tragen hat. Zudem stellen wir fest, dass Vorsorgeeinrichtungen zwar eine Meldepflicht gegenüber den Behörden zukommt. Zugunsten der Behörden aber fehlt eine gesetzliche Grundlage, die ihnen die Blockierung einer Auszahlung nach der Sperrfrist von 30 Tagen ermöglichen würde und zu stossenden Ergebnissen für die Unterhaltsberechtigten führen könnte. Die SGHVR empfiehlt deshalb, diese Fragen nochmals näher zu prüfen.

Für die uns gewährte Möglichkeit zur Stellungnahme danken wir Ihnen bestens und verbleiben

mit freundlichen und kollegialen Grüssen



Prof. Dr. Stephan Fuhrer
Präsident



Prof. Dr. Pascal Grolimund
Mitglied des Vorstandes

Wir sind auch strikte gegen das Zulassen von Wahlmöglichkeiten für tiefere Einkommen.

Massnahmen zur Sicherung von Vorsorgeguthaben bei Vernachlässigung der Unterhaltspflicht.

Das PK-Netz steht den vorgeschlagenen Massnahmen zur Sicherung der Vorsorgeguthaben positiv gegenüber.

Wir danken für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

PK-Netz 2. Säule

Christian Trunz
Geschäftsführender Sekretär

Urs Eicher
Präsident



Bundesamt für Sozialversicherungen
Frau Colette Nova
Effingerstr. 20
3003 Bern

Riehen, 8. Februar 2013

Vernehmlassung: Freizügigkeitsgesetz und Gesetz über die berufliche Vorsorge. Verminderte Garantie bei der Wahl gewisser Anlagestrategien durch den Versicherten und Massnahmen zur Sicherung von Vorsorgeguthaben bei Vernachlässigung der Unterhaltspflicht

Sehr geehrte Frau Nova

Sie erhalten beiliegend die Stellungnahmen des Vorsorgeforums zu den erwähnten Themen.

Mit freundlichen Grüssen
Vorsorgeforum

Peter Wirth



Bundesamt für Sozialversicherungen
Frau Colette Nova
Effingerstr. 20
3003 Bern

Riehen, 8. Februar 2013

Vernehmlassung: Freizügigkeitsgesetz und Gesetz über die berufliche Vorsorge. Verminderte Garantie bei der Wahl gewisser Anlagestrategien durch den Versicherten und Massnahmen zur Sicherung von Vorsorgeguthaben bei Vernachlässigung der Unterhaltspflicht

Sehr geehrte Frau Nova

Das Vorsorgeforum nimmt gerne die Gelegenheit wahr, zu den erwähnten Vernehmlassungsvorlagen Stellung zu nehmen.

Teil I: Revision FZG

Die im Vorsorgeforum vertretenen Verbände unterstützen grundsätzlich die Zielrichtung der durch die Motion Stahl ausgelösten Ergänzung des FZG durch den Artikel 19a. Das bedeutet gleichzeitig, dass sie an der Wahl der Anlagestrategie gemäss Art. 1e BVV2 festhalten wollen.

Allerdings erachten die Fachverbände den vorgeschlagenen Art. 19a nur bedingt geeignet, die gewollte Flexibilisierung zu realisieren.

Das geforderte Angebot einer Strategie zur Sicherung der Ansprüche gemäss Art. 15 und 17 FZG wird als unnötig erachtet. Die Bankiervereinigung verweist in ihrer Stellungnahme mit Recht darauf hin, dass dies zu erheblichen praktischen Problemen bei der Durchführung, etwa im Falle von Sanierungen, führen müsste. Zudem würde damit die gewünschte Erleichterung der Unternehmen, welche gemäss IAS bilanzieren, weitgehend zunichte gemacht. Das Vorsorgeforum schliesst sich dem ASIP an, der sich eventualiter die Vorschrift einer risikoarmen Geldmarkt-Strategie mit einer Nominalwertgarantie vorstellen könnte.

Die in Absatz 2 vorgesehenen Informationspflichten sowie die Zustimmungserfordernisse des Ehegatten resp. eingetragenen Partners sind weder notwendig noch praktikabel. Zu verweisen ist etwa auf das bei der Pensionskasse Novartis geltende System, das den Destinatären die monatliche Änderung der Strategie erlaubt. Es ist nicht zu erkennen, wie diese Flexibilität mit einem so strikten Erfordernis zu vereinbaren wäre. Darüber hinaus ist angesichts der Tatsache, dass die Mittel im Vorsorgekreislauf verbleiben, ganz grundsätzlich eine Zustimmung des Ehegatten/Partners überflüssig.


Bezüglich Informationspflichten ist vorstellbar, dass die Vorsorgeeinrichtungen ihre Versicherten über die mit den angebotenen Anlagestrategien verbundenen Chancen und Risiken in geeigneter Weise informieren. Es kann aber nicht Aufgabe der Pensionskasse sein, sich über den Wissenstand und die Risikobereitschaft des Versicherten zu informieren (vgl. erläuternder Bericht). In diesem Sinne beantragen wir Streichung dieser Vorgaben.

Teil II: Revision BVG/ FZG

Die zweite Vorlage bez. Massnahmen zur Sicherung von Vorsorgeguthaben bei Vernachlässigung der Unterhaltspflicht lehnt das Vorsorgeforum aus grundsätzlichen Überlegungen ab. Auch wenn es in der Praxis zweifellos zu stossenden Fällen kommen kann, werden den Pensionskassen mit diesem Vorschlag vorsorgefremde Aufgaben übertragen. Zudem ist der vorliegende Vorschlag keineswegs vollzugstauglich. Die vorgeschriebenen, komplizierten Informationswege führen einmal mehr zu höheren Verwaltungskosten. Schliesslich sind auch Haftungsfragen vorstellbar, insbesondere dann, wenn der Meldefluss zwischen den Behörden und den Pensionskassen nicht funktionieren sollte.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Hinweise.

Mit freundlichen Grüssen
Vorsorgeforum



Peter Wirth